

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

RURAL STRUC - Défis de l'économie sénégalaise : Nourrir et occuper sa population

- Economie -

Date de mise en ligne : dimanche 27 février 2011

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Une étude portant sur les changements structurels de l'agriculture et du monde rural sénégalais indique que le pays devra se préparer à créer, pour les quinze prochaines années, environ 5 millions d'emplois pour caser tous les jeunes demandeurs d'emploi qui arrivent. Le seul secteur où cela pourrait être possible semble être l'agriculture, assure l'étude Rural Struc, réalisée par Ipar. Depuis bien longtemps, l'agriculture a cessé d'être une priorité politique au Sénégal, et la Goana avec ses succès proclamés n'y a pas changé grand-chose.

source : www.lequotidien.sn - 25 Février 2011

Même si ces dernières années, les moyens financiers qui y ont été injectés sont énormes. Pourtant, les dirigeants de ce pays ont tout intérêt à s'y intéresser de près, car pour un pays à forte proportion de ruraux comme le Sénégal, la situation de l'agriculture pourrait être un détonateur social. Comme elle pourrait permettre de stabiliser la société sur bien des plans.

L'échec de l'agriculture peut se démontrer par le fort déséquilibre de la balance commerciale. L'étude **Rural Struc**, qui porte sur les dimensions structurelles de la libéralisation pour l'agriculture et le développement rural, et qui a été élaborée par l'Initiative prospective agricole et rural (Ipar), indique par exemple qu'en « 2002, chaque Sénégalais dépensait environ 33 millions de francs par an en produits alimentaires importés. En 2008, les dépenses sont passées à près de 50 millions par an pour son alimentation, et ses boissons importées ». Ces statistiques, tirées des travaux de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie, ont été présentées entre autres, par Ibrahima Hathie, économiste agricole, membre de l'équipe d'Ipar, en juin dernier dans un hôtel de Dakar, lors de la restitution de l'étude.

M. Hathie a ajouté pour bien affirmer sa théorie, que, pour la même période, le pays a dépensé, en 2002, 163 milliards pour l'importation de céréales. Ces dépenses se sont élevées à 230 milliards en 2008. Et on sait que depuis lors, cela a encore augmenté, en dépit des bonnes récoltes de la Grande offensive pour la nourriture et l'abondance (Goana).

Les gagnants et les perdants de l'agriculture

Néanmoins, même si l'agriculture ne parvient pas à nourrir les Sénégalais, ni à sortir les paysans du cycle de pauvreté, elle a un rôle de régulateur qui ne peut être négligé.

D'abord, les statistiques indiquent que 70% environ des actifs dans le pays, sont des agriculteurs.

L'étude Rural Struc, qui a été axée sur 4 zones éco-géographiques, à savoir, le Delta du fleuve Sénégal, le centre-nord du Bassin arachidier, le sud-est du Bassin arachidier et la haute et moyenne Casamance, indique que, dans ces zones, quasiment l'ensemble des populations étudiées tirent tout ou partie de leurs ressources de l'agriculture.

Néanmoins, il y a ceux qui vivent de l'agriculture, et ceux qui en profitent.

Rural Struc indique que « l'économie rurale sénégalaise reste marquée par un niveau élevé de pauvreté. Le travail d'analyse montre que les revenus par équivalent adulte (EqA) sont très faibles. Ces revenus diminuent du nord au sud du pays, suivant un gradient inverse à la pluviométrie. Des différences interrégionales existent et sont généralement liées aux investissements publics ». La région du fleuve, où les revenus des paysans sont plus élevés que partout ailleurs, « a bénéficié d'investissements publics importants et d'un appui multiforme à la filière riz ; de plus, elle est bien connectée aux marchés de la côte et jouit de la présence d'une agro-industrie de transformation de tomates industrielles en pâte (Socas) qui offre des débouchés aux producteurs. Ainsi, la zone du Delta se distingue nettement des autres zones étudiées. A l'opposé, la haute et moyenne Casamance confirme sa position de zone « perdante » à cause de ses handicaps (enclavement, faible organisation des producteurs, etc.) qui se traduit par de faibles niveaux de revenus malgré un potentiel agro-écologique élevé », souligne le document.

L'équation de l'emploi

Mais au-delà de ces questions de création de revenus, l'agriculture souligne l'acuité de la question de l'emploi.

Faisant l'état des lieux de la situation de l'emploi, Ibrahima Hathie a indiqué qu'elle se caractérise entre autres, par un ratio de 1 actif pour un inactif. Mais dans les quinze prochaines années, il y aura beaucoup plus d'actifs, et le ratio sera, d'ici une vingtaine d'années, de 1.7 actif pour 1 inactif. En termes clairs, nous avons aujourd'hui, sur le marché de l'emploi, 269 000 jeunes gens qui viennent frapper à la porte pour chercher du travail. Ce qui équivaut à l'ensemble des emplois formels existant à ce jour. De ce nombre de nouveaux demandeurs, 153 000 proviennent de zone rurale. Or, pour le moment, la structure de l'économie sénégalaise ne lui permet pas de créer plus de 30 000 emplois par an. Et la majorité de ces emplois, se trouvent dans le secteur tertiaire. D'où la question de savoir comment caser la majorité des jeunes qui restent.

Et les années à venir ne vont pas améliorer la situation, car le marché de l'emploi verra arriver, dans quinze ans, environ 376 000 nouveaux demandeurs d'emploi par an, assure M. Hathie, qui estime que cette situation « interpelle tout le monde, les chercheurs, les politiciens, et même les partenaires techniques et financiers ». Car il faut trouver des activités génératrices de revenus, qui permettent de caser tous ces bras valides qui arrivent.

En d'autres termes, pour schématiser, l'économie nationale, indique Ibrahima Hathie, « doit créer 5 millions d'emplois dans les quinze prochaines années, dont la moitié devrait l'être dans le monde rural ». Ce qui va imposer de mettre en place des politiques beaucoup plus cohérentes que celles qui sont mises en œuvre actuellement dans le pays. Le 22 juin de l'année dernière, les chercheurs de l'Ipar appelaient à remettre l'agriculture et l'économie rurale au centre des préoccupations étatiques pour résoudre ces questions. Pour cela, il faudrait régler les problèmes fonciers, avec la forte urbanisation de Dakar et des villes côtières, qui menacent les zones de culture.

Ensuite, et surtout, la grande masse de main-d'œuvre rurale ne peut trouver à s'employer dans l'agrobusiness, en mettant de côté l'agriculture familiale. Le développement de cette dernière semble être capital pour d'abord, nourrir tous les Sénégalais, et ensuite, assurer des revenus décents à tous les paysans. Et les pouvoirs publics ont le devoir d'encadrer le mouvement.

Mohamed GUEYE à Bamako